MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
semaine du 22 au 29 octobre 2026

English summary

Southern Africa

- *Morocco overtook South Africa as Africa's fourth investment destination in Rand Merchant Bank's (RMB) report.*
- *Angola and Namibia reaffirm the importance of two cross-border power projects.*

South Africa

- *The South African Reserve Bank opened consultations on a "synthetic financial centre" that would allow local asset managers to run their offshore funds from South Africa, in foreign currency.*
- *Statistics South Africa has released the results of the five-year revision of the national accounts. Nominal GDP for 2025 has been revised upward from ZAR 7 640 to 8 040 billion, an increase of 5.3%.*

Angola

- *The Angolan Ministry of Finance is considering issuing panda bonds (renminbi-denominated bonds on China's domestic market) and sukuks (Islamic bonds) in order to diversify its financing and reduce its dependence on Eurobonds.*
- *The Angolan Ministry of Mineral Resources, Oil, and Gas has issued several decrees amending mining rights in the diamond, iron, and granite sectors.*
- *The Angolan Ministry of Planning has presented a handbook for public-private partnerships (PPPs), with financial support from the EU and technical support from the World Bank and Expertise France.*

Botswana

- *The African Development Bank approved a USD 504 million loan to cushion the energy price shock and support fiscal and private-sector reforms amid the diamond crisis.*
- *De Beers paid its initial USD 73 million contribution to the Diamonds for Development fund, set up with the government to finance economic diversification.*

Malawi

- *The fuel shortage has turned into a national crisis, reflecting a chronic shortage of foreign exchange.*

Namibia

- *The mid-term budget review raises 2026/27 spending to NAD 88.6 billion (87.9 billion initially) despite collapsing diamond revenues, and cuts the 2026 growth forecast from 3.1% to 2.3%.*
- *The British company African Critical Elements announced the acquisition of the Karibib mining project.*
- *The French company InnoVent inaugurated the Diaz wind farm, with an installed capacity of 50 megawatts (MW).*
- *The Australian company Bannerman Energy announced the FDI to construct the Etango uranium mine by 2028.*

Zambia

- *The government tabled a second supplementary budget of ZMW 19.9 billion, mainly to support maize farmers.*
- *Existing mines will not be enough to meet the annual production target of 3 million tons of copper by 2031.*

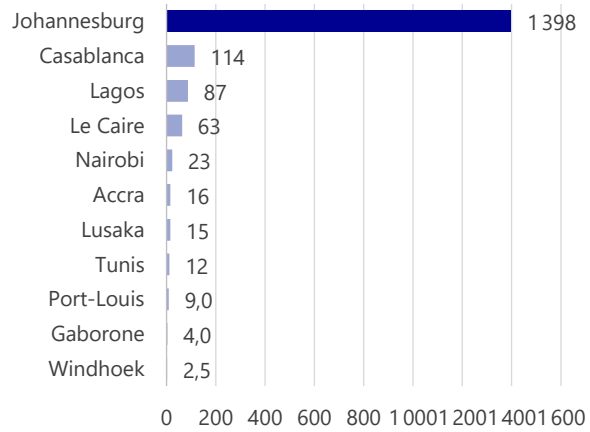
Zimbabwe

- *The Reserve Bank of Zimbabwe is negotiating the acquisition of an instant payment system from NPCI International.*

La Johannesburg Stock Exchange (JSE), géant africain des places financières

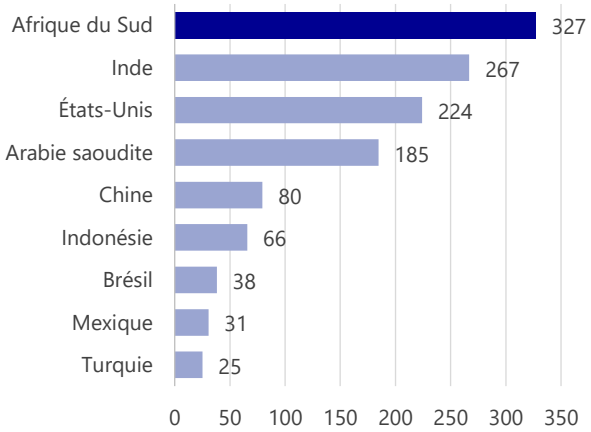
Se positionnant – de loin – comme la première place boursière d'Afrique, la Bourse de Johannesburg (JSE) doit sa taille à une épargne institutionnelle abondante et à la cotation de grands groupes étrangers. En dépit de fragilités structurelles, la JSE demeure un acteur dynamique, ce qui tranche avec l'atonie de la croissance économique sud-africaine depuis une quinzaine d'années.

Graphique 1 : Capitalisation boursière des principales bourses africaines (Md USD, 2025)



Source : Banque mondiale, WDI, série CM.MKT.LCAP.CD ; 2024 pour Lusaka, Gaborone et Windhoek.

Graphique 2 : Capitalisation boursière en % du PIB, Afrique du Sud et grandes économies (2025)



Source : Banque mondiale, WDI, série CM.MKT.LCAP.GD.ZS (sociétés nationales cotées)

Une taille exceptionnelle, mais en partie trompeuse. *Avec 1 398 Md USD de capitalisation fin 2025, la JSE pèse douze fois la place de Casablanca (deuxième sur le continent) et représente environ 80 % de la capitalisation cumulée des bourses africaines suivies par la Banque mondiale. La capitalisation de la JSE représente 327 % du PIB sud-africain, davantage qu'aux États-Unis (224 %). Ce niveau est à mettre en perspective avec le poids de la demande émanant des investisseurs institutionnels domestiques, dont les actifs atteignent 188 % du PIB, soit le plus haut niveau des grands émergents selon le FMI (154 % au Brésil ou 57 % en Inde par exemple), et qui sont contraints à investir au moins 55 % de leurs actifs dans le pays.*

Des fragilités structurelles non-négligeables. *Le nombre de sociétés sud-africaines cotées est passé de 604 à 212 entre 2000 et 2025, sous l'effet des retraits volontaires, des fusions et des rachats par des fonds, que les introductions ne compensent plus. Le dynamisme de la JSE est ainsi largement porté par des sociétés étrangères, dont le nombre progresse, celles-ci étant passées de 16 à 57 sur la période. Les groupes étrangers, comme BHP, Glencore ou Prosus, représentent ainsi environ deux tiers de la capitalisation. De plus, les dix premières valeurs pèsent plus de la moitié de l'indice, et le taux de rotation modéré traduit un actionnariat de long terme peu actif (les transactions annuelles représentent 26 % de la capitalisation boursière, contre 69 % aux États-Unis). Enfin, le relèvement en février 2022 du plafond d'exposition des investisseurs institutionnels aux actifs étrangers à 45 % (contre 30 % auparavant) leur permet d'accroître leurs investissements hors des frontières nationales, au détriment potentiel du financement de l'économie sud-africaine.*

Des réformes qui soutiennent la taille de la place plus que le financement de l'économie. *Le nouveau règlement de cotation, en vigueur depuis début 2026, facilite les cotations secondaires, comme celle de Canal+ en juin 2026 (première société française cotée à Johannesburg, sa cotation principale restant à Londres) : les exigences applicables aux sociétés déjà cotées sur une place reconnue sont allégées, le volume des règles ayant été réduit de plus de moitié, ce qui réduit les coûts. Ces cotations élargissent l'offre de titres sans nécessairement apporter de capitaux nouveaux à l'économie. Par ailleurs, le projet de « centre financier synthétique » de la SARB, soumis à consultation le 21 octobre (voir la brève infra), suit la même logique : l'objectif n'est pas de faire revenir des capitaux, les plafonds d'investissement à l'étranger restant inchangés, mais de rapatrier à Johannesburg l'activité de gestion de fonds aujourd'hui domiciliés à l'étranger, ce qui renforcerait l'attractivité de la place.*

Sommaire :

Afrique australe

- Le Maroc dépasse l'Afrique du Sud dans le classement des destinations d'investissement en Afrique de Rand Merchant Bank
- L'Angola et la Namibie réaffirment l'importance de deux projets électriques transfrontaliers

Afrique du Sud

- L'Afrique du Sud veut rapatrier la gestion de l'épargne placée à l'étranger
- La taille de l'économie sud-africaine en 2025 réévaluée de 5 % à la suite du rebasage des comptes nationaux

Angola

- Dette publique : les autorités cherchent à diversifier leurs financements
- Mines : modification des droits miniers et nouveau contrat d'investissement
- Un nouveau cadre méthodologique pour développer les partenariats public-privé

Botswana

- La Banque africaine de développement accorde un prêt de 504 M USD (450 M EUR) à l'appui des réformes
- De Beers verse sa première contribution au fonds de diversification Diamonds for Development

Malawi

- La pénurie de carburant tourne à la crise nationale, symptôme d'un déficit chronique de devises

Namibie

- Le budget de mi-parcours relève les dépenses malgré l'effondrement des recettes diamantaires
- Le britannique African Critical Elements acquiert les mines du projet Karibib
- Le parc éolien Diaz (50 MW) est inauguré par le français InnoVent
- L'australien Bannerman Energy acte la construction de la mine d'uranium d'Etango

Zambie

- Un second budget supplémentaire de 19,9 Md ZMW (920 M EUR), principalement pour soutenir les producteurs de maïs
- Les projets existants ne suffiront pas à atteindre l'objectif de production de cuivre d'ici 2031

Zimbabwe

- La Banque centrale mise sur les paiements instantanés pour asseoir la confiance dans la monnaie nationale, le ZiG

Afrique australe

Le Maroc dépasse l'Afrique du Sud dans le classement des destinations d'investissement en Afrique de RMB

Le 27 octobre, Rand Merchant Bank (RMB) a publié l'édition 2026/27 de son rapport « *Where to Invest in Africa* », qui classe 31 pays africains selon leur attractivité pour les investisseurs. L'Afrique du Sud y recule d'une place, au 5e rang, au profit du Maroc. Le trio de tête (Seychelles, Maurice, Égypte) est inchangé depuis trois éditions, tandis que le Zimbabwe demeure en dernière position. Le Nigeria enregistre la plus forte progression (+7 places, au 11e rang) et le Sénégal le plus fort recul (–5 places, au 19e rang).

RMB attribue la progression du Maroc aux réussites dans son industrialisation, à la diversification de ses exportations, à ses investissements dans les infrastructures et au dynamisme des investissements directs étrangers. Le rapport fait désormais du Maroc la première économie industrielle du continent, devant l'Afrique du Sud, dont la compétitivité industrielle serait en « déclin régulier » : la production automobile marocaine a doublé depuis 2015, à environ 502 000 véhicules en 2025. Selon l'économiste en chef de RMB, Isaah Mhlanga, le Maroc croît à un rythme proche de 5 % depuis deux ans, contre environ 1 % pour l'Afrique du Sud depuis une décennie, où les délestages électriques et les défaillances logistiques ont renchéri les coûts de production.

L'écart se creuse également dans le tourisme : le Maroc a accueilli 19,8 millions de visiteurs en 2025, pour environ 13 Md USD de recettes, et en vise 26 millions d'ici 2030, porté par la co-organisation de la Coupe du monde de football. L'Afrique du Sud a enregistré un record de 10,5 millions d'arrivées internationales (+17,7 %) et en cible 15 millions en 2030, alors que les deux pays accueillaient chacun environ 10 millions de visiteurs il y a dix ans. Le rapport souligne toutefois les atouts de l'Afrique du Sud (profondeur des marchés financiers, amélioration de la sécurité énergétique, poursuite des réformes), une économie qui demeure plus de deux fois plus importante que celle du Maroc.

L'Angola et la Namibie réaffirment l'importance de deux projets électriques transfrontaliers

La présidente namibienne, Netumbo Nandi-Ndaitwah, et le président angolais, João Lourenço, ont coprésidé la première commission binationale Angola-Namibie le 19 octobre à Luanda. Ils ont affirmé leur engagement à renforcer les relations commerciales et d'investissement entre les deux pays et ont salué la tenue du deuxième Forum d'affaires Angola-Namibie, en marge de la commission.

Le renforcement de l'interconnexion électrique entre les deux pays apparaît prioritaire, à travers deux projets structurants : (i) l'interconnexion électrique Angola-Namibie (ANNA), qui prévoirait la construction d'une ligne de transmission de 400 kilovolts (kV) sur 166 kilomètres entre Cunene (Namibie) et Cahama (Angola) et qui nécessiterait un investissement de 941 M NAD (51 M EUR) ; et (ii) la centrale hydroélectrique de Baynes, qui serait située sur la rivière Cunene et qui disposerait d'une capacité installée de 600 mégawatts (MW), répartis à égalité entre l'Angola et la Namibie. Ces projets ne semblent pas avoir fait l'objet d'avancées récentes.

Afrique du Sud

L'Afrique du Sud veut rapatrier la gestion de l'épargne placée à l'étranger

Le 21 octobre, la Banque centrale sud-africaine (*South African Reserve Bank*, SARB) a soumis à consultation, jusqu'au 30 novembre, un projet de « centre financier synthétique » (*Synthetic Financial Centre*, SFC). En raison du contrôle des changes, les gestionnaires sud-africains qui investissent à l'étranger pour leurs clients domicilient

aujourd'hui leurs fonds hors du pays, notamment à Maurice, en Irlande ou au Luxembourg. Le SFC leur permettrait de gérer ces fonds en devises depuis l'Afrique du Sud, dans un cadre réglementaire cloisonné, comme s'ils opéraient depuis une place *offshore* : le centre est « synthétique » car il n'existe que sur le plan juridique.

Les plafonds d'investissement à l'étranger des Sud-Africains restent inchangés : l'objectif n'est pas de faire revenir des capitaux, mais de rapatrier l'activité de gestion. L'enjeu est important : selon la SARB, les résidents détenaient 4 922 Md ZAR (265 Md EUR) d'actifs de portefeuille à l'étranger fin mars 2026, en hausse de 83 % depuis 2020, et la Bourse de Johannesburg évoque jusqu'à 10 000 Md ZAR (540 Md EUR) d'épargne sud-africaine gérée hors du pays.

Ouvert également aux investisseurs étrangers, le dispositif vise à faire de l'Afrique du Sud la porte d'entrée financière du continent. Son succès dépendra toutefois du traitement fiscal, encore non précisé, et de la confiance des investisseurs étrangers envers un pays qui maintient un contrôle des changes.

La taille de l'économie sud-africaine en 2025 réévaluée de 5 % à la suite du rebasage des comptes nationaux

Le 29 octobre, *Statistics South Africa* (Stats SA) a publié les résultats de la révision quinquennale des comptes nationaux. Le PIB nominal de 2025 est ainsi révisé à la hausse, de 7 640 à 8 040 Md ZAR, soit +5,3 %.

L'exercice combine un changement d'année de référence pour le calcul du PIB en volume, désormais fixée à 2022 contre 2015 auparavant, et une révision des données, classifications et méthodes de comptabilisation afin de mieux refléter les transformations de l'économie. Les dix secteurs suivis par Stats SA affichent une production supérieure aux estimations précédentes, les révisions les plus importantes concernant les industries extractives, les services financiers et le commerce. Elles tiennent notamment à une meilleure prise en compte de certaines activités informelles ou illicites.

Cette révision conforte la position de l'Afrique du Sud comme première économie d'Afrique, devant l'Égypte, le Nigeria, l'Algérie et le Maroc.

Angola

Dette publique : les autorités cherchent à diversifier leurs financements

Le ministère angolais des Finances envisage d'émettre des *panda bonds* (obligations libellées en renminbis sur le marché chinois) et des *sukuks* (obligations conformes à la charia) afin de diversifier ses financements et réduire sa dépendance aux euro-obligations. Pour rappel, l'Angola a levé 4 Md USD d'euro-obligations en 2026 à des taux de 8,25 % à 9,875 %, et en a consacré 1,2 Md à des opérations de gestion de la dette. Le choix des nouveaux instruments sera arrêté une fois le budget 2027 finalisé.

Mines : modification des droits miniers et nouveau contrat d'investissement

Le ministère angolais des Ressources minérales, du Pétrole et du Gaz (MIREMPET) a publié plusieurs arrêtés modifiant les droits miniers dans les secteurs du diamant, du fer et du granit. D'une part, les droits de prospection diamantifère concédés à De Beers dans la province de Lunda Norte sont révoqués et prendront fin en mars 2028. D'autre part, le permis d'exploitation de roches ornementales et industrielles dans la province de Cunene, attribué à la société angolaise Kimpuanza, a été prorogé, tandis que le groupe angolais Socolil, dont le siège est à Lubango, s'est vu octroyer un droit d'exploration pour le granit. Par ailleurs, un contrat d'investissement minier a été approuvé au profit de l'entreprise L. Feng – Comércio & Serviços, pour toutes les étapes du développement d'un projet d'exploitation de fer dans la province de

Cuanza Norte, de la prospection à l'exploitation.

Un nouveau cadre méthodologique pour développer les partenariats public-privé

Le ministère angolais du Plan a présenté un manuel encadrant la préparation, l'évaluation et la mise en œuvre des partenariats public-privé (PPP), élaboré avec l'appui financier de l'Union européenne et l'appui technique de la Banque mondiale et d'Expertise France. Ce manuel vise à renforcer la qualité des études de faisabilité, la transparence des procédures et l'évaluation des risques financiers supportés par l'État, ainsi qu'à préciser le partage des risques entre partenaires publics et privés.

Le portefeuille national compte 16 projets de PPP, principalement dans les secteurs de l'eau, de l'industrie, du tourisme, de l'énergie et de l'environnement. Néanmoins, aucun des projets n'est à ce stade en cours d'exécution ; le projet le plus avancé concerne l'approvisionnement en eau de la province de Cabinda, soutenu par la Banque mondiale, sur lequel un appel d'offres est en cours. Par ailleurs, le corridor de Lobito représente d'importantes perspectives pour les projets de PPP, avec environ 12 Md USD d'opportunités d'investissement recensées.

Botswana

La Banque africaine de développement accorde un prêt de 504 M USD (450 M EUR) à l'appui des réformes

La Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un prêt de 503,8 M USD (6,6 Md BWP, soit 450 M EUR) au titre de son programme d'appui à la compétitivité et à la transformation économique, cofinancé à hauteur de 170 M USD (152 M EUR) par le Fonds de l'OPEP. Ce financement doit aider le pays à amortir le choc des prix de l'énergie et à soutenir des réformes budgétaires et en faveur du secteur privé. Il cible notamment des recettes fiscales hors mines de 11,8 % en 2027/28, l'appui à 3 292 entreprises et la création de 3 935 emplois directs.

Le programme finance également, à court terme, les suspensions temporaires des prélèvements sur les carburants et une aide à environ 279 000 bénéficiaires vulnérables. À plus long terme, il prévoit l'accès universel des ménages à l'électricité d'ici 2030 (contre 79,5 % en 2025/26), le passage des capacités de stockage de carburant du dépôt de Francistown de 38 à 98 millions de litres et la délivrance de 4 300 titres fonciers supplémentaires.

Cet appui intervient alors que le pays subit les effets de la crise prolongée du diamant, qui représente un quart du PIB et 80 % des exportations, et qui a provoqué des recessions de 2,8 % en 2024 et 0,7 % en 2025.

Selon le FMI, le déficit budgétaire atteindrait 6,9 % du PIB en 2026 : les financements concessionnels multilatéraux constituent ainsi une alternative à un recours accru à l'endettement domestique.

De Beers verse sa première contribution au fonds de diversification *Diamonds for Development*

De Beers a versé sa contribution initiale de 73 M USD (environ 1 Md BWP, soit 65 M EUR) au fonds *Diamonds for Development*, initiative conjointe avec le gouvernement botswanais destinée à financer la diversification économique, l'industrialisation et la création d'emplois en dehors du secteur diamantaire. Le fonds est présidé par Akinwumi Adesina, ancien président de la BAD, nommé en mai, et supervisé par un conseil indépendant de dix membres. Outre ce versement initial, De Beers s'est engagé à y affecter une partie de ses dividendes chaque année.

Le fonds découle de l'accord de vente et de partenariat conclu entre De Beers et le Botswana en 2023 et finalisé en 2025, qui prévoit aussi une hausse progressive de la part de la production de Debswana

commercialisée par l'entreprise publique Okavango Diamond Company. Ce premier versement intervient alors que se négocie la cession par Anglo American de sa participation de 85 % dans De Beers, dans laquelle Gaborone cherche à porter sa part de 15 % à environ 25 %.

Malawi

La pénurie de carburant, symptôme d'un déficit chronique de devises

Latente depuis fin 2022, la pénurie de carburant s'est fortement aggravée au cours des quatre dernières semaines. À Lilongwe, les automobilistes attendent jusqu'à trois jours pour se ravitailler ; à Blantyre, des conducteurs de motos-taxis n'ont pas travaillé depuis trois semaines. Les tarifs des minibus augmentent, certains doublant sur plusieurs lignes, et une partie des opérateurs se fournit sur un marché parallèle pratiquant des prix plus élevés.

La cause première est le manque de devises. Selon la compagnie pétrolière nationale (*National Oil Company of Malawi*, NOCMA), le pays consomme environ 2 millions de litres par jour, soit un besoin d'environ 49 M USD (44 M EUR) de devises par mois, que les autorités ne parviennent plus à réunir. Le déséquilibre est structurel : le pays importe environ 3 Md USD (2,7 Md EUR) de biens par an pour seulement 1 Md USD (0,9 Md EUR) d'exportations. Les fournisseurs, qui accordaient auparavant des délais de paiement de 30 à 90 jours, exigent désormais un règlement comptant, et les camions-citernes restent bloqués dans les ports, notamment à Dar es Salaam, jusqu'au paiement. La chute des recettes du tabac, principal produit d'exportation, aggrave la situation : elles sont tombées de 500 M USD (447 M EUR) à 282 M USD (252 M EUR) sur les dix-neuf premières semaines de la campagne, le prix moyen passant de 2,54 à 1,98 USD/kg (de 2,27 à 1,77 EUR/kg).

Les autorités multiplient les mesures d'urgence. La Banque centrale (*Reserve Bank of Malawi*) a vendu 590 kg d'or artisanal pour 78 M USD (70 M EUR), dont 30 M USD (27 M EUR) versés directement aux fournisseurs, de quoi couvrir environ 18 jours de consommation. Le gouvernement a acheté 23,6 millions de litres via la NOCMA, dont 11,6 millions sont en cours d'acheminement selon la ministre de l'Énergie Jean Mathanga, et l'association des transporteurs annonce l'arrivée d'environ 287 camions-citernes. Ces livraisons devraient soulager temporairement la pénurie sans en traiter la cause.

Namibie

Le budget de mi-parcours relève les dépenses malgré l'effondrement des recettes diamantaires

Lors de la revue budgétaire de mi-parcours présentée le 22 octobre, la ministre des Finances Ericah Shafudah a proposé de porter l'enveloppe budgétaire principale 2026/27 de 87,9 à 88,6 Md NAD (de 4,7 à 4,8 Md EUR), soit une hausse de 700 M NAD (38 M EUR). Les dépenses publiques totales, incluant les engagements statutaires atteindraient 105 Md NAD (5,7 Md EUR). Les recettes publiques sont révisées à 88 Md NAD (4,7 Md EUR), en raison de moindres revenus miniers, de la baisse des recettes de la taxe sur les carburants et de celle des droits administratifs. Les impôts et redevances sur le diamant s'effondreraient à 414 M NAD (22 M EUR) en 2026/27, contre 5,8 Md NAD (312 M EUR) en 2023/24, illustrant l'impact budgétaire direct de la crise du secteur. Le gouvernement réserve par ailleurs 179 M NAD (10 M EUR) à la lutte contre l'épidémie de fièvre aphteuse, qui a entraîné la suspension des importations de viande namibienne par l'Union européenne.

Le déficit budgétaire sur l'exercice 2026/27 devrait s'établir à 5,5 % du PIB et la dette publique à 201,7 Md NAD (10,8 Md EUR, soit 68,7 % du PIB), le service de la dette absorbant 15,4 Md NAD (830 M EUR), soit 17,5 % des recettes. Le gouvernement a

revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2026 de 3,1 % à 2,3 %, après 1,7 % en 2025. Elle devrait atteindre 2,6 % en 2027, 3,0 % en 2028 et 3,3 % en 2029, portée par les nouveaux projets d'uranium et d'or. Ces hypothèses restent plus optimistes que celles du FMI, qui table sur 2,0 % en 2026.

Le britannique African Critical Elements acquiert les mines du projet Karibib

Le 21 octobre, l'entreprise britannique African Critical Elements (créée par les dirigeants de l'entreprise canadienne ILC Critical Minerals et cotée à Londres) a annoncé l'acquisition de 80% des parts du projet Karibib auprès de l'entreprise canadienne Lepidico, avec l'accord de la Commission Namibienne de la Concurrence (NaCC). Les 20% restants sont détenus par l'entreprise namibienne Huni-Urib.

Situé à l'Ouest de la Namibie, entre les villes de Windhoek et Swakopmund, le projet comprend les mines de Rubicon et Helikon. Elles disposent de ressources en trois métaux alcalins : lithium (utilisé pour la fabrication de batteries lithium-ion et dans l'industrie), césium (utilisé dans l'industrie) et rubidium (utilisé pour la fabrication d'équipements optiques, électroniques voire quantiques). Concernant ce dernier métal, le projet Karibib représenterait la ressource la plus importante de rubidium répertoriée en Afrique.

Les mines de Rubicon et Helikon sont dormantes depuis 2022, en raison de la baisse des cours mondiaux du lithium et des difficultés financières de Lepidico. African Critical Elements doit désormais approfondir les études techniques et économiques existantes, puis annoncer un calendrier de production.

Le parc éolien Diaz (50 MW) est inauguré par le français InnoVent

Le 23 octobre, l'entreprise française InnoVent a inauguré le parc éolien de Diaz, situé dans le Sud-Ouest de la Namibie, à proximité de la ville de Lüderitz. D'une capacité installée de 50 mégawatts (MW), le parc dispose de 11 turbines qui pourront injecter jusqu'à 44 MW au sein du réseau électrique national et qui devraient couvrir environ 6% de la consommation électrique nationale (240 gigawatt-heures, GWh). La capacité restante de 6 MW sera non-produite ou non-évacuée vers le réseau, afin de préserver sa stabilité. Le projet a mobilisé un investissement de 1,9 Md NAD (103 M EUR) et bénéficie d'un contrat d'achat d'électricité sur 25 ans par l'opérateur électrique national NamPower.

L'inauguration du parc éolien de Diaz porte à 90 MW la capacité installée d'InnoVent en Namibie. Le groupe y disposait déjà de 32 MW solaires (auprès de clients industriels, dont Orano pour l'approvisionnement de l'usine de dessalement d'Erongo) et 6 MW éoliens (dans le cadre du parc éolien Ombepo, situé à proximité de Lüderitz). Alors que le pays a importé 42% de ses besoins en électricité en 2024 selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), ces projets s'inscrivent dans un double objectif de renforcement de la production électrique namibienne et de réduction de l'exposition à la production hydroélectrique (particulièrement sensible aux effets du changement climatique).

L'australien Bannerman Energy acte la construction de la mine d'uranium d'Etango

Le 23 octobre, l'entreprise australienne Bannerman Energy a annoncé la décision finale d'investissement pour la construction et la mise en production d'ici 2028 de la mine d'uranium d'Etango. Le projet représente un investissement de 353 M USD, dont 64 M USD déjà engagés dans le cadre des travaux préliminaires menés depuis l'obtention du permis minier par Bannerman Energy en 2023. Afin d'appuyer le financement du projet, l'entreprise chinoise CNNC Overseas Limited (filiale du groupe public China National Nuclear Corporation), est entrée

au capital du projet en 2026 à hauteur de 302 M USD. Ainsi, le projet est détenu à 52,25% par Bannerman Energy et 42,75% par CNNC Overseas Limited.

Située dans la région d'Erongo, à proximité de la ville de Swakopmund, la mine d'Etango doit produire 3,5 M de livres (~1 500 tonnes) annuelles d'uranium, à partir de 2028 et pendant 15 ans. Pour rappel, la Namibie est le premier pays africain producteur d'uranium, dont les cours mondiaux sont stimulés par le développement de nouveaux projets nucléaires.

Zambie

Un budget supplémentaire de 19,9 Md ZMW (920 M EUR), principalement pour soutenir les producteurs de maïs

Le gouvernement a soumis au Parlement un second budget supplémentaire de 19,9 Md ZMW (920 M EUR) pour 2026, après celui de 26,3 Md ZMW (1,2 Md EUR) adopté en avril. Les dépenses de l'exercice passeraient ainsi de 253 à 299 Md ZMW (de 11,7 à 13,8 Md EUR), soit une hausse de 18,3 % par rapport au budget initial. Près de 80 % de l'enveloppe (16 Md ZMW, soit 730 M EUR) est destinée au ministère de l'Agriculture, dont 15 Md ZMW (680 M EUR) pour régler les agriculteurs ayant livré du maïs à l'agence de réserve alimentaire (*Food Reserve Agency*, FRA) et 1 Md ZMW (51 M EUR) pour le programme de subvention aux intrants (FISP) de la campagne 2026/27. Le reste couvre notamment des frais de traitement douanier, l'enseignement supérieur et la défense.

Pour mémoire, la FRA a acheté 2,7 Mt de maïs en 2026, plus de cinq fois l'objectif initial de 500 000 tonnes, afin de constituer des stocks stratégiques avant une possible période de soudure en 2027 liée à El Niño. Ces achats ont toutefois été engagés sans couverture budgétaire suffisante, et le collectif sera financé à hauteur de 18 Md ZMW (830 M EUR) par de nouveaux emprunts sur le marché domestique, le solde provenant de recettes supérieures aux prévisions (1,3 Md ZMW, soit 60 M EUR) et de dons (511 M ZMW, soit 24 M EUR). Ce recours accru à l'endettement domestique pourrait peser sur les taux des titres publics et l'accès au crédit du secteur privé, alors que l'inflation (6,1 % en g.a. en septembre) devrait remonter légèrement avec le rétablissement des droits d'accise sur les carburants au 1er octobre et de la TVA au 1er décembre.

Les projets existants ne suffiront pas à atteindre l'objectif de production de cuivre d'ici 2031

Le salon Zambia Mining and Investment Insaka s'est tenu du 19 au 23 octobre à Lusaka. Dans ce cadre, le secrétaire permanent du ministère des Mines zambien, Hapenga Kabeta, a déclaré que l'augmentation de la production de cuivre des mines existantes ne suffira pas à atteindre l'objectif de production annuelle de 3 M de tonnes de cuivre d'ici 2031 fixé par le gouvernement.

Rappelant que le relevé géologique serait achevé sur l'ensemble du territoire d'ici décembre 2026 (vs. 97% actuellement), il a appelé au développement de nouveaux projets *greenfield* d'exploration et d'extraction de cuivre en Zambie. Pour rappel, le cuivre occupe une place centrale dans l'économie zambienne et fait l'objet d'une hausse de la demande au niveau international.

Zimbabwe

La Banque centrale mise sur les paiements instantanés pour asseoir la confiance dans la monnaie nationale, le ZiG

La Banque centrale du Zimbabwe (*Reserve Bank of Zimbabwe*, RBZ) négocie avec NPCI International, filiale internationale de l'opérateur indien de paiements instantanés UPI, l'acquisition sous licence

d'un système de paiement en temps réel, dont les termes n'ont pas été rendus publics. Le dispositif doit réduire le coût des paiements, accélérer les transferts entre comptes bancaires et portefeuilles de *mobile money* et permettre le règlement direct des petits achats ; des liaisons transfrontalières et pour les envois de fonds pourraient suivre. La Namibie, qui a retenu le même partenaire technologique, a achevé en juin la phase pilote de sa plateforme de paiements instantanés, déployée progressivement à partir des paiements publics.

L'objectif est d'accroître l'usage électronique du ZiG, la monnaie adossée à l'or lancée en avril 2024, alors que la majorité des dépôts reste libellée en dollars. Le budget 2026 a déjà abaissé de 2 % à 1,5 % la taxe sur les transferts électroniques en ZiG, contre 2 % maintenus pour les transferts en devises. La RBZ a par ailleurs abandonné l'échéance de 2030 pour le passage à une monnaie unique au profit d'une approche fondée sur la réalisation de conditions préalables, et exclu toute conversion forcée de l'épargne en dollars.

La stabilisation reste toutefois fragile. Après une dévaluation de 43 % en septembre 2024, l'inflation annuelle en ZiG est remontée de 2,9 % en g.a. en août à 4,3 % en g.a. en septembre 2026, et les réserves de change, d'environ 2 Md USD (1,8 Md EUR) fin septembre, ne couvrent qu'environ deux mois d'importations, en deçà de la cible de trois à six mois de la RBZ. Au-delà de l'outil technologique, l'adoption du ZiG dépendra surtout de la crédibilité de la politique monétaire de la RBZ.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques,
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo
jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr